

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 2/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRAPRO SAS

ZA DU PIQUET
35370 Étrelles

Références :
Code AIOT : 0006602641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site se situent à près de 20 mètres au sud (accueillant des chambres d'hôtes), à 500mètres à l'est au lieu dit « les Mugues » et à 500m au sud-ouest au niveau de l'exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore de les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatique de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie environ 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie – test MMR
- Suivi constructions nouveaux bâtiments matières premières et produits finis
- Suivi APMD n°2023-058-DREAL du 5/10/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.2.2	Sans objet
2	Dispositions constructives des 2 nouveaux bâtiments	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.2	Sans objet
3	Dispositions constructives bâtiment A existant	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.2	Sans objet
4	Suivi APMD n°2023-058-DREAL - gestion poudre chlore recyclée	AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été menée à l'occasion d'un test en réel réalisé sur une nouvelle mesure de maîtrise des risques en place sur le site de Lédenon. Le test a été concluant et n'a relevé aucun écart par rapport aux éléments pris en compte dans l'étude de dangers du site.

Cette visite s'inscrit aussi dans le cadre :

- du suivi de la construction des bâtiments autorisés par AP du 6/10/2022 :

L'exploitant vise la mise en service des bâtiments matières premières et produits finis courant mai 2024. En ce qui concerne les dispositions constructives, un complément est attendu en ce qui concerne la mise en place d'un mur coupe-feu complémentaire au niveau du bâtiment central existant A, l'échéance prescrite sur sa mise en place étant fixée à octobre 2024. Enfin sur le même sujet, l'exploitant s'est engagé à transmettre son plan d'opération interne (POI) mis à jour avant la mise en exploitation de ces nouveaux bâtiments.

- du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5/10/2023 signé suite aux deux incendies survenus sur le site en juillet dernier :

La gestion des poudres recyclées a fait l'objet d'une analyse de l'exploitant et de modifications sur site depuis ces deux événements. L'exploitant a complété et mis à jour ses procédures relatives à la gestion des poudres de recyclage chlorées comburantes sur l'ensemble du process, à savoir depuis la décision de recyclage des poudres au niveau des ateliers de conditionnement jusqu'aux conditions de ré-intégration dans le process. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-058-DREAL du 5/10/2023 est, dans ces conditions, levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Test à la mise en service
Prescription contrôlée : Les mesures de maîtrise des risques sont aménagées et exploitées conformément au référentiel retenu dans l'étude de dangers du site et aux dispositions du présent article. L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment que les mesures de maîtrise des risques respectent les exigences de performances des MMR visées dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé. [...]
Constats : La dernière étude de dangers du site, datée de 2021, détaille au point XI.2.3 la liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) prises en compte pour le site de Lédenon. Le jour de la visite, la MMR notée "Barrière BT2" a été testée en réel, avant sa mise en service conformément aux règles de l'APSAD, en présence notamment sur site de l'assureur des installations. Le détail relatif à cette MMR figure en annexe confidentielle du présent rapport. Le test a été concluant et a confirmé le bon fonctionnement de l'installation. Le délai de mise en œuvre de la MMR a été cohérent avec le temps de réponse pris en compte dans l'analyse de risques de l'étude de dangers. La télésurveillance a également été testée dans ses missions : l'astreinte a été rappelée dans la foulée suite au déclenchement du test.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives des 2 nouveaux bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiment produits finis et bâtiment matières premières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] * Le bâtiment F de stockage des produits finis dispose de parois REI120 (coupe feu de degré 2 heures) d'une hauteur de 12,5 mètres et d'une porte coupe-feu EI2 120C. Les produits sont conditionnés et stockés sur rack.</p> <p>* Le bâtiment de stockage des matières premières dispose d'un sol, parois et plafond en béton et est divisé en 12 cellules de stockage de 4 mètres de hauteur. Ces cellules sont séparées par des murs REI 120. Les parois périphériques sont EI 120 et les portes coupe-feu EI2 120C. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi ; - la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. [...]
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment F est constaté achevé. Les dispositions constructives constatées sur place n'appellent pas d'observations de l'inspection. Le rackage et le remplissage du bâtiment est prévu courant avril.</p> <p>La construction du bâtiment de stockage de matières premières est en cours lors de la visite. Sont manquantes notamment les portes coupe-feu dans chacune des cellules de stockage (problème livraison matériel fournisseur). Un délai de mise en service d'ici mai 2024 est annoncé par l'exploitant. L'inspection relève qu'avant la mise en service du bâtiment, l'exploitant doit être en mesure de pouvoir justifier que les ouvertures effectuées dans les parois séparatives, notamment pour le passage des gaines et câbles électriques, devront être munies de dispositifs de calfeutrement afin d'assurer le degré de résistance au feu équivalent à celui exigé.</p> <p>Concernant ces nouveaux bâtiments, l'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection et au SDIS la mise à jour de son plan d'opération interne avant leur mise en exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives bâtiment A existant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] Au bâtiment A : - dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, la zone de stockage d'emballage A2 est séparée de la zone de stockage A4 par une paroi REI120 et la porte d'intercommunication est classée EI2 120C et munie d'un ferme porte ; [...]
Constats : Le présent alinéa contrôlé ne concerne pas un des critères pris en compte dans l'analyse de risque de l'étude de dangers de l'exploitant mais est une condition intégrée à l'arrêté préfectoral du site suite à l'avis rendu par le service de secours incendie. Le SDIS, sollicité dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale déposée en 2021, a identifié des difficultés d'intervention opérationnelles en cas d'évènement au sein de ce bâtiment dues à sa configuration multi-activités et à sa taille. Lors d'une précédente réunion sur site le 18/10/2023, organisée avec l'inspection et le SDIS30, l'exploitant, accompagné de son bureau d'ingénieries, a fait part de sa difficulté pour la mise en œuvre de cette prescription (contraintes structure du bâtiment actuel existant). Suite à ces échanges techniques, une solution alternative a été proposée par l'exploitant par mail du 27/10/2023, reflétant les propos de la réunion du 18/10/2023. L'objectif est de trouver une solution de remplacement à la création d'un mur REI 120 entre le dépôt matières premières et l'entrepôt A2. Lors de la présente visite, l'exploitant explicite que le projet présenté le 27/10/23 a évolué en ce qui concerne le positionnement de la zone tampon précédemment identifiée. Il est attendu la transmission à l'inspection et au SDIS de la mise à jour de la solution alternative proposée afin de pouvoir, si cela est justifié, mettre à jour les prescriptions réglementaires concernées dans les délais compatibles avec le délai des 24 mois imposés actuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi APMD n°2023-058-DREAL - gestion poudre chlore recyclée

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance et maîtrise des procédés
Prescription contrôlée : La société SAS HYDRAPRO, dont le siège social est lieu-dit Pazac – Mas de Gleyze à Lédenon, est mise en demeure, sous un délai maximal de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 8 et du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 susvisé en définissant au sein de son système de gestion de la sécurité (SGS) une procédure ou instruction relative à la gestion des poudres de recyclage chlorées comburantes sur l'ensemble du process, à savoir depuis la décision de recyclage des poudres au niveau des ateliers de conditionnement jusqu'aux conditions de ré-intégration dans le process.
Constats : Suite aux incendies successifs survenus sur le site les 4/07 et 7/07/2023, l'exploitant a mis en place les mesures suivantes conformément aux éléments prévus dans le rapport d'incident transmis le

28/07/2023 concernant la mise en place d'une gestion modifiée des poudres de recyclage chlorées comburantes avec :

- la mise en place provisoire d'un container dans le bâtiment D de fabrication, en remplacement des bennes métalliques précédemment utilisées, pour mise en quarantaine dans les meilleurs délais des produits chlorés à base de TCCA avec une collecte de la poudre en sceaux de 10 kg ;
- la mise en place d'un protocole de gestion des poudres recyclées pour apporter une réponse immédiate à la situation dégradée suite aux deux incendies avant remise en service du bâtiment D, transmise par mail du 13/07/2023 (ref : INFHYPIN-02 version 1.0) ;
- la mise en place d'une piscine (benne de 15m3 remplie) pour le noyage de produits en décomposition en cas d'évènement.

A noter que la présence d'un container provisoire et d'une piscine a été constatée lors de la visite sur site du 18/10/2023.

La présente visite a permis de s'assurer de la mise en place d'une organisation repensée de gestion du stockage des poudres chlorées recyclées, conformément au porter à connaissance (PAC) transmis par l'exploitant par courrier du 1/12/2023. Ainsi, la modification prévoyait le remplacement du container provisoire par une armoire de stockage coupe-feu 2h. L'exploitant a justifié dans ce dossier que ce projet ne modifie pas les conclusions de l'étude de dangers. Conformément aux éléments du PAC, cette armoire, en place depuis début 2024, ne stocke que des sceaux de poudres recyclées de 10 kg maximum. Elle est placée sous l'avent du bâtiment D, en dehors de la zone de fabrication pour faciliter l'intervention, et rapprochée de la "piscine" (benne de 15m3) mise en place à proximité.

Les éléments du PAC et la mise en place constatée effective de cette armoire n'appellent pas d'observations complémentaires de l'inspection. L'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle et en prend acte à la date du présent rapport.

En ce qui concerne la "piscine", l'exploitant précise en visite qu'une réflexion sur la mise en place d'une installation fixe et perenne est en cours. L'inspection sera tenue informée des évolutions sur ce point.

Cette organisation repensée de gestion du stockage des poudres chlorées recyclées a conduit l'exploitant à compléter et mettre à jour les procédures relatives à la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité sur ce sujet, conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-058-DREAL.

L'exploitant dispose des 3 documents suivants, intégrés à son système de gestion de la sécurité du site et encadrant la gestion du recyclage de la poudre chlorées, depuis la décision de recyclage des poudres au niveau des ateliers de conditionnement jusqu'aux conditions de ré-intégration dans le process :

- gestion des produits recyclés – ref INFHYPIN-02 – version 1.2 applicable au 13/03/2024
- maîtrise des produits non-conformes – ref INFHYPIN-09 – applicable au 5/10/2023
- gestion des déversements accidentels – ref INFHYPIN-09 – créé le 7/12/2020.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-058-DREAL est dans ces conditions levé.

Type de suites proposées : Sans suite